

Sémiologie des républiques barragères de novembre 2021

Par Franck Garain

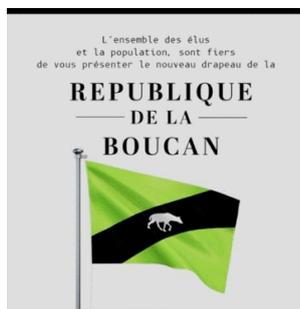
Au mois de novembre 2021, alors que la Guadeloupe est cadennassée, on voit circuler sur les réseaux sociaux des proclamations de république, des portions de territoires qui se disent en dissidence, là où coexistent les barrages les plus consistants, les plus intransigeants, voire invraisemblables, si l'on se réfère au barrage de Marieul constitué par des haies sur une distance d'environ 300 m, dans la symbolique des obstacles à franchir avant de parvenir au but.



Après l'opération
porte ouverte de la RDSR
Nous informons la population
de la **fermeture** des frontières
CE DIMANCHE À 18H



RÉPUBLIQUE DE MARIEULLE
La République de Marieulle proclame
son indépendance de la commune de Morne à l'Eau.
Veuillez vous munir de votre passeport
afin de franchir les frontières.
Aucune négociations ne sera entamé
avec le système coloniale.
Nous rejoignons la fédération des républiques et états autoproclamés de
La Boucan, Perrin, Mare-Gaillard, Mahaut et le restant... Non ce bordel!



Mare gaillard, Perrin, Mahaut, la Boucan, Bouliqui qui sont même déclarés « *fédération des républiques et états autoproclamés* », avec leur armoiries et parfois leur devise

À Marieul, la république de l'endroit proclame son indépendance vis-à-vis de la ville de Morne-à-l'Eau et le passeport est exigé « avant de franchir la frontière ». Il est même précisé qu'aucune « *négociation ne sera entamée avec le système colonial* ».

Au fur et à mesure que l'on avance dans le temps, apparaissent des « cahiers de doléances » qui accompagnent les proclamations ; il en va notamment des revendications des *Républicains* de La boucan, de ceux de Perrin, etc.

Si au départ cela a prêté à sourire, il convenait sans doute de se demander la signification réelle qu'avait cette forme de théatrocrite, qui n'est pas « *le pouvoir sur scènes* »¹, au sens où l'écrit Balandier, mais plutôt le pouvoir politique mis en scène, notion qui est à prendre au sens de la dérision, *yo mèt mwen en sen*, qui signifie en créole on s'est moqué de moi.

Beaucoup de question apparaissent donc et on se demande notamment, s'il n'y avait pas là aussi une espèce d'hypertrophie de l'imaginaire, si l'on admet que l'imaginaire se nourrit du réel ?

Je me suis donc demandé s'il ne fallait faire émerger une sémiologie de ses républiques que j'appelle barragères, une espèce de grammaire qui résulterait de l'analyse des écrits, des mots des imaginaires, des symboles, bref des signes lâchés notamment dans l'espace médiatique et dans celui des réseaux sociaux au cours de la période.

Mais la grosse question n'est-elle pas surtout de savoir ce qui se cache derrière ces *républiques barragères*, et vous comprenez bien que mon propos n'aura rien à voir avec les interprétations judiciaires récentes.

¹ BALANDIER Georges, *Le pouvoir sur scènes*, Fayard, Paris, 2006

- I Un imaginaire décuplée par la crise de la représentativité
- II Un désir d'équilibrage territorial
- III Un pays sur palettes
- IV une quête de sens

I Un imaginaire décuplé par la crise de la représentativité

Tout au long de ce grand mouvement social articulé autour du *marronnage vaccinal* est apparue la difficulté de trouver un interlocuteur capable de parler au nom de tous. Et puisqu'on ne trouve personne, on va déterminer un corpus qu'on appellera l'ézélou, *les élus*.

De ce fait, a été mis en évidence l'émiettement du champ public de la décision, traduisant bien cette crise de la représentativité locale, vécue comme échelon intermédiaire entre le centre incarné par l'État et la population.

Les « républiques » sont donc des réponses miniatures à un pouvoir local limité à l'intercession et à la redistribution, là où devrait exister orientation et décision stratégique structurelle.

Ainsi donc, apparaissent des *constitutions* virtuelles, *des lois* ou *décrets* où l'on décide de qui passera ou qui ne passera pas, à telle heure, en tel endroit.

Chaque république barragère a écrit sa Constitution, édicté ses règles, ses assouplissements, cf La Boucan, JT GPE 1^{ère}, du 28 novembre 2021. Pas la peine de faire un référendum, le peuple est d'accord. Donc les usagers pourront emprunter le pont lorsque celui-ci sera ouvert mais à des créneaux horaires bien déterminés et pour des professions et des usages clairement identifiés.

La république barragère délimite son territoire, établit ses frontières et parfois un système douanier, que vous et moi dénoterons comme une forme de racket sans doute.

Elle réplique, au sens de la duplication-riposte, au gouvernement central en établissant sa propre sélection. On entend sur l'un des barrages :

« Macron fait sa sélection entre vaccinés et non vaccinés...ici c'est nous qui décidons de qui passe ou ne passe pas, c'est nous qui déterminons le champ du motif impérieux ».

En termes clairs, si la représentation locale à quelque niveau qu'elle se situe n'est pas capable de déterminer ce qu'il y a de bon pour nous, et bien nous nous substituerons au pouvoir

C'est quelque part aussi, une parodie de l'item sur lequel la société globale officielle se structure : la sélection.

II Un ascenseur social en peine

« Nous sommes diplômés, en tout cas, nous pensons avoir les moyens de travailler chez nous et il n'y a rien pour nous... »

Les interviews, les messages qui circulent sur les réseaux sociaux traduisent un sentiment de déclassement vécu comme une forme d'injustice. De plus en plus fréquent, le déclassement peut se vivre comme une injustice générationnelle, parfois comme un échec personnel, avec l'expression d'une dévalorisation narcissique, celle d'une amertume accompagnée d'une forme d'humiliation.

« *On ne nous respecte pas...mais ici c'est Bouliqui..* ».

La société globale serait donc celle qui sélectionne, distribue les bons points, en l'espèce aux vaccinés... *la république barragère* établit sa propre sélection, comme une forme de dénonciation de l'usage social sélectionniste :

« *sa ki pa bon pou zwa, pa bon pou kann...Pon moun pa ka pasé...* »

On reproduit, en même temps que l'on s'oppose, à ce que l'on fait dans la société officielle, histoire de montrer que l'usage que celle-ci fait des objets filtrant nuit à la liberté.

Dans les « cahiers de doléances » établies par les républiques barragères, on rencontre 4 fois sur 10 le terme création qu'il s'agisse d'emploi, de structure, de formation...

- création de poste d'animateur spécialisé culturel et sportif
- formation dite moment pour tous les jeunes déscolarisés qui le souhaitent
- formation des jeunes sur les énergies renouvelables présentes sur le territoire
- formation et création de postes de maître-nageur pour surveiller sécuriser nos plages et rivières
- valorisation des jeunes entrepreneurs et diplômés de Guadeloupe
- développement des métiers de la mer, formation de jeunes dans ces métiers

III Un territoire mal équilibré

Les cahiers de doléances ont exprimé ça et là :

- l'absence d'équipements structurants dans certaines parties du territoire,
- la desserte quelque peu précarisée en termes de transport, en termes de service essentiel (eau électricité notamment).
- l'existence d'un chômage structurel affectant les jeunes des territoires concernés

C'est ainsi que sont demandés :

- un accompagnement à la création d'entreprise pour pallier au chômage des jeunes dans le secteur de la république autoproclamée

- des formations diplômantes pour ceux des jeunes qui souhaiteraient réussir leur intégration dans une entreprise
- la création de marchés locaux afin d'éviter aux familles de grands déplacements vers la structure macrocéphale constituée par Cap excellence
- la mise à disposition de terrains pour que les jeunes se lancent dans l'agriculture

Il y a là l'expression d'une réalité qui fait tourner l'économie de notre pays autour de ce que le géographe britannique Robert Porter nomme « *Plantapolis* », un *archétype de la ville caribéenne*, dont la fonction principale est de servir de pôle d'extraction des richesses du territoire ». C'est dit-il, un « intermédiaire entre les plantations de l'intérieur et la lointaine métropole ».²

Après le cycle infernal du sucre, celui de l'import-export toujours présent cependant, s'est renforcé à l'issue de la mise en place du schéma directeur d'aménagement urbain de Pointe-à-Pitre conçu au début des années 70 et qui s'est traduit aujourd'hui dans la réalité d'un espace hypertrophié en services, générateurs d'externalités en tout genre et caractérisé surtout par un déséquilibre territorial à la limite du grotesque.

Le cycle de la marchandise et du service semble être vécu comme une atteinte à l'authenticité puisqu'il s'accompagne d'une inflation bétonnière à laquelle il faut pallier en préconisant « *la création de jardins collectifs, dans les centres urbains, pour garder notre authenticité et ne pas vivre comme dans du béton* ».

IV La mise en relief d'une société palettisée

Parler de société palettisée n'a pas qu'une connotation métaphorique. Si l'on admet que la palettisation est un procédé logistique qui consiste à regrouper des marchandises sur une palette afin d'en unifier la charge et faciliter leur transport, leur maniement, et de permettre grâce un chariot élévateur de déplacer toute la charge en même temps, il convient de comprendre que dans notre colonie départementalisée, il s'est agi de déterminer un Guadeloupéen type : le consommateur. Quelle que soit la classe à laquelle il appartient, il faut unifier les comportements afin que le vainqueur, quel que soit le niveau d'exigence revendicative, soit toujours le même : l'import-export.

Si l'on considère par ailleurs, le recours constant à l'état – providence, on ne comprend que mieux ce procédé de mise sur palette qui détermine d'ores et déjà la finalité de toute intervention de l'État, sans doute avec toute avec notre approbation : subvention, millions, pour mieux transformer ledit argent public en argent privé qui s'en retournera en France, faisant le chemin inverse de la palette.

Il n'est donc pas étonnant que l'on retrouve comme principal outil de barrage la palette et ce qui s'y trouvent : équipements ménagers, appareils électroniques.

² Robert Porter – Urbanisation and développement in the Caribbean – geography vol 80, 1995, p334-34 ; Robert Porter – The Urban Caribbean in a Era of Global Change – Aldershot – Ashgate – 2000 – Cité dans Romain Creuse – Une géographie populaire de la Caraïbe – Mémoire d'Encrier – Montréal – 2014

Il n'est pas étonnant non plus d'y retrouver de vieilles voitures, signe d'un emballement intempestif de l'importation de véhicules en tout genre, facilitée par des dispositifs de crédit, plus favorables à la consommation qu'à l'accompagnement de création de structures productives.

On trouve donc dans les doléances des *républiques barragères*, un grand nombre de demandes qui s'adressent, est-ce un hasard, à l'Etat-palette, support et chariot élévateur des politiques de redistribution, axées essentiellement, comme dans l'une des lois d'Engel sur la redistribution de petits revenus lesquels sont davantage tournés vers la consommation.

V – Un message politique intégrationniste.

Dans le vocabulaire et la grammaire des *républiques barragères*, interviennent des expressions caractéristiques d'un rapport à un monde planétarisé, autour d'une préoccupation qui n'est pas tout le temps celle de tous les pays riches : l'environnement et l'empreinte écologique.

C'est ainsi que l'on peut lire dans certains cahiers de revendications :

- un outil de gestion de la transition écologique et numérique
- création de jardin de quartier écologique
- sécurisation et aménagement du littoral dans la perspective d'emploi durable pour les jeunes
- etc

Il convient tout de même de se demander est-ce que cela traduit une véritable prise de conscience de l'environnement comme facteur de développement durable ou est-il simplement question de sacrifier à un langage qui, faisant du monde, le partage des hommes, fait fondre aussi toute revendication de gouvernance territorialisée dans une gestion en trompe-l'œil par les agents du pouvoir déconcentré de l'État.

Si l'on ajoute à cela, la défiance de plus en plus cristallisée vis-à-vis la représentation politique locale, on arrive à pérenniser un sentiment de « participation dépendante », théorie chère à Alain Touraine selon laquelle, on a l'impression de décider là où tout est déjà joué.

En conclusion, derrière les éphémères *républiques barragères*, à travers leurs mots, leur imaginaire, leurs signes et symboles, se cache un pays réel qui plaide pour la déconstruction de l'aménagement du territoire tel qu'il est vécu actuellement et pour une autre vision plus essentiellement basée sur les bassins de vie d'antan.

Elles s'incorporent aussi à une réalité mondiale qui interroge un système économique productiviste, générateur de nuisances écologiques, sociales et économiques.

Elles sont aussi l'expression d'un mal être, qui affecte l'ensemble du corps social guadeloupéen, dans toutes ses dimensions.

Elles appellent cependant la nécessité de nous éduquer à la responsabilité, d'apprendre à compter sur nous-mêmes, sur nos valeurs, comme vecteur de notre réelle émancipation.

Souhait des jeunes de Perrin pour la Guadeloupe

1. Libération des jeunes interpellés sur les barrages et incarcérés sous condition de travail, stage ou formation.
2. Création de maison de quartier dans chaque section afin de reformer le tissu social
3. Création de poste d'animateur spécialisé culturel et sportif
4. Accompagnement scolaire, sportif et culturel et familiale (médiateur de quartier)
5. Formation diplômante pour tous les jeunes déscolarisés qui le souhaitent
6. Accompagnement à l'obtention d'un premier logement pour les jeunes qui souhaitent prendre leur indépendance.
7. Mise à disposition de terrain pour que nos jeunes se lancent dans l'agriculture
8. Soutien administratif et financier pour la création d'entreprise association ou autre
9. Valorisation des jeunes entrepreneurs et diplômés de Guadeloupe
10. Protection de l'environnement de l'île et pas seulement les parcelles du parc nationale

Avec la formation des jeunes dans ses métiers

11. Accompagnement des personnes et familles qui vivent dans la précarité (eau, électricité...)
12. Un outil de gestion de la transition écologique et numérique
13. Création de jardin de quartier écologique
14. Développement de nouvelles techniques de cultures comme l'hydroponie
15. Dédommagement des victimes du chlordécone
16. Formation des jeunes sur les énergies renouvelables présentes sur le territoire (géothermie solaire marée motrice hydrogène)
17. Sécurisation et aménagement du littoral (plages, rivières) emploi durable pour les jeunes dans ses secteurs
18. Formation et création de postes de maître-nageur pour surveiller et sécuriser nos plages et rivières.
19. Création de marchés locaux dans les sections pour permettre à toutes les familles de pouvoir se procurer des produits locaux frais sans avoir à faire des kilomètres.
20. Création de jardins collectifs créoles dans les centres urbains pour garder notre authenticité et ne pas vivre que dans du béton.
21. Développement des métiers de la mer, formation de jeunes dans ses métiers.

